

# En Afrique de l'Ouest, le panafricanisme

JESS ATIENO - « I Contain Multitudes » (Je contiens des multitudes), 2023



© JESS ATIENO - PHOTOGRAPHIE GALLERIE BASINET - GALERIE CÉCILE FAKHOURI - DAKAR, PARIS

ÉLU sur une promesse de rupture, c'est néanmoins paré de tous les atouts de la respectabilité – costume et cravate bleus, écharpe verte de grand-croix de l'ordre national du lion et collier en or du grade de grand-maître – que M. Bassirou Diomaye Faye a prêté serment devant un parterre de chefs d'État et de gouvernement africains le 2 avril dernier (1). Le nouveau président sénégalais, le plus jeune de l'histoire du pays (44 ans), vainqueur dès le premier tour du scrutin avec plus de 54 % des suffrages, est resté serein derrière son pupitre. Ni fanfaronnade, ni anathème : son discours minimaliste d'une dizaine de minutes ne tranche en rien avec ceux de ses pairs d'Afrique de l'Ouest : « démocratie », « liberté », « progrès », « souveraineté » mais pas de « rupture », et encore moins de « révolution ». Il n'a pas non plus parlé de la jeunesse, celle qui l'a porté au pouvoir à l'issue d'une succession de manifestations réprimées dans le sang par le régime de M. Macky Sall (au moins cinquante-six morts depuis 2021 selon Amnesty International). Il a tout de même consenti à rappeler que « les résultats sortis des urnes expriment un profond désir de changement systémique ».

**Le 6 juillet dernier, le Mali, le Niger et le Burkina Faso, qui avaient déjà fondé l'Alliance des États du Sahel, ont annoncé la création d'une « confédération ». Rejetant la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao), jugée pro-occidentale, ils revendiquent panafricanisme et défense de la souveraineté. Repris un peu partout sur le continent, ces mots sont aussi forts qu'ambigus.**

PAR RÉMI CARAYOL \*

Une semaine plus tôt, le 25 mars, une fois sa victoire acquise, le candidat des Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (Pastef) avait pourtant mis un mot chargé en symbole sur cette envie de changement : « Je suis porteur d'un panafricanisme de gauche », avait-il lancé à ses partisans. Le seul panafricanisme qui vaille, selon ses conseillers. « C'est ce pour quoi nous nous battons depuis le début », assure l'un d'eux. Nous lutons pour un Sénégal libre, dans une Afrique libre, dans un monde libre. » La victoire du Pastef, veut croire ce dernier, est une « étape fondamentale » dans le renouveau de cette grande idée que beaucoup pensaient obsolète, à force de dévoement.

Le panafricanisme est « une énigme historique », estime l'historien Amzat

Boukari-Yabara, qui rappelle que « sa date et son lieu de naissance divergent en fonction des critères retenus pour le définir », et que « sa définition même varie » (2). La plus courante le décrit comme un mouvement d'émancipation politique et d'affirmation culturelle des peuples africains et afro-descendants, contre les discours colonisateurs et racistes des Européens. Georges Padmore, l'une des figures historiques de ce courant, l'avait défini en 1960 comme une idée visant « à réaliser le gouvernement des Africains par des Africains pour les Africains » (3).

« rendre à l'Afrique ses principes sociaux humanistes et égalitaires » (5). Mais ceux qui tentent de passer à l'acte sont renversés ou impitoyablement éliminés avec l'aide des Occidentaux : assassinat de Lumumba en 1961, coup d'État contre Nkrumah en 1966, etc. Certes, l'Organisation de l'unité africaine (OUA), devenue Union africaine en 2002 voit le jour en 1963, mais il s'agit d'« une alliance entre dirigeants qui (...) cherchent à défendre leur pouvoir », selon Boukari-Yabara.

D'autres révolutionnaires incarnent l'idéal panafricain au cours des décennies suivantes : le Tanzanien Julius Nyerere, le Bissau-Guinéen Amílcar Cabral, le Burkinabé Thomas Sankara... Mais avec la chute du mur de Berlin en 1989 s'ouvre une parenthèse durant laquelle le panafricanisme est vidé de sa substance. Dans les années 1990 et 2000, tout le monde s'en réclame : le Libyen Mouammar Kadhafi, qui finance des projets pharaoniques en Afrique subsaharienne tout en soutenant des rébellions armées dans certains pays ; le Sénégalais Abdoulaye Wade, qui fait construire le Monument de la renaissance africaine à Dakar tout en menant une politique ultralibérale... L'instrumentalisation atteint son paroxysme quand le président français Emmanuel Macron croit judicieux d'affirmer, en marge du XVIII<sup>e</sup> Sommet de la francophonie en Tunisie en novembre 2022, que le français est « la vraie langue universelle du continent africain » et qu'en ce sens, « la francophonie, c'est la langue du panafricanisme ».

Ainsi, au début du XXI<sup>e</sup> siècle, le panafricanisme ne fait plus peur à personne. Même les institutions de Bretton Woods, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale tirent profit d'un discours remettant en cause les frontières pour abolir les barrières douanières. L'Union africaine fait ainsi référence dans son acte constitutif aux « nobles idéaux qui ont guidé les pères fondateurs de [son] organisation continentale et des générations de

panafricanistes », tout en lançant le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad), son programme-phare, qui vise à développer et unifier le continent sur le modèle néolibéral promu (et souvent imposé) par les institutions financières internationales et les partenaires occidentaux. Le défenseur des droits humains nigérien Moussa Tchangari en parle alors comme du « *boubou africain du néolibéralisme* ». Au Nepad succèdent d'autres projets de la même veine : l'Agenda 2063 ou encore la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). Cette initiative, promue par le président rwandais Paul Kagame, est entrée en vigueur en 2021. Elle prévoit la création d'un marché unique de l'Afrique pour les marchandises et les services englobant les cinquante-quatre États du continent. Ce « panafricanisme de droite » s'exprime également dans les congrès panafricains officiels, très éloignés du grand événement de 1900 à Londres. Après les éditions de 1974, 1994 et 2015, le neuvième congrès doit se dérouler en octobre et novembre prochains au Togo. Instrumentalisé par des chefs d'État, ce rendez-vous a fini par ne plus susciter l'enthousiasme des militants.

Face à ce rouleau compresseur, de rares partis et associations, des artistes et quelques collectifs de chercheurs et d'intellectuels (plus nombreux mais éparpillés) font en sorte de maintenir la flamme. Le politiste Aziz Salmone Fall est de ceux-là. En 1984, ce fils d'un diplomate sénégalais et d'une universitaire égyptienne a fondé avec d'autres militants le Groupe de recherche et d'initiative pour la libération de l'Afrique (Grila). Depuis quarante ans, ils prônent un « panafricanisme de rupture » en opposition au « panafricanisme institutionnel ». Après une longue traversée du désert, ils constatent « un réel engouement ». Mais Fall ne cache pas son inquiétude quant à cette nouvelle génération qui n'a connu que le libéralisme et n'a jamais lu ni Nkrumah ni Padmore.

À l'université Cheikh-Anta-Diop de Dakar, Oumar Dia, maître de conférences en philosophie, constate chaque jour la popularité grandissante des « héros » du panafricanisme, à commencer par Diop et Sankara. « Après les indépendances, il y a eu un désenchantement, explique-t-il. On assiste aujourd'hui à un réenchantement, et il gagne surtout la jeunesse. » Certains parlent d'une « nouvelle vie » ou, comme Bouamama, d'un « troisième âge ». S'il reprend les grandes lignes du panafricanisme historique, celui-ci se démarque sur deux points majeurs. Tout d'abord, il ne vient plus des élites, comme durant le XX<sup>e</sup> siècle. « On constate qu'aux niveaux diplomatique et politique, et même académique, il n'y a pas vraiment d'évolution, hormis quelques rares exceptions. Je ne vois pas beaucoup de chefs d'État ou de partis s'en revendiquer. C'est plus du côté des peuples, au Sahel notamment, et dans les diasporas, que l'on entend ce discours », souligne l'économiste sénégalais Ndongo Samba Sylla. Ensuite, ce nouveau panafricanisme est souvent confus et hétérogène.

Chercheur à l'Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN) à Dakar, le sociologue Mouhamed Abdallah Ly s'amuse à observer cette nouvelle génération de militants particulièrement engagés : « une jeunesse hétéroclite » allant « du docteur qui parle un français impeccable au vendeur ambulancier qui ne parle que le wolof ». Ce phénomène serait porté par la soif de souveraineté et l'avènement des réseaux sociaux, qui facilitent la transmission sinon du savoir, du moins des slogans. Mais aussi par un travail de conscientisation mené depuis une dizaine d'années par des organisations autonomes mobilisant la jeunesse.

C'est le rôle joué par le mouvement Y en a marre (YAM) au Sénégal, né en janvier 2011 lorsqu'un groupe de journalistes et de rappers décident, au milieu d'une énième coupure de courant, d'en finir avec les délestages, la gabegie et la hausse des prix (6). Leurs discours radicaux et leurs actions menées au plus près du terrain en font les porte-voix de la nouvelle génération – celle qui, quelques années plus tôt, a commencé à prendre la mer au péril de sa

vie pour rejoindre l'Europe. Le succès est immédiat et, un an plus tard, les membres de YAM jouent un rôle majeur dans les manifestations contre la tentative du président Wade de se maintenir au pouvoir en modifiant la Constitution.

Au même moment, un mouvement similaire voit le jour en République démocratique du Congo (RDC) : Lucha. Et quelques mois plus tard, le Balai citoyen fait une apparition fracassante au Burkina Faso. Créé en 2013 par des intellectuels et des artistes, il se réclame de Sankara. Le révolutionnaire, au pouvoir de 1983 à 1987, revient sur le devant de la scène au grand dam de celui qui l'a renversé : le président Blaise Compaoré. En 2014, le « Balai » est au cœur de l'insurrection qui contraint le chef de l'État à fuir le pays après vingt-sept ans de règne (7).

À cette époque, il est déjà évident que ces mouvements marquent une rupture. Ils sont le résultat tout à la fois de l'évolution démographique des pays africains (60 % de la population avait moins de 24 ans en 2020, selon les Nations unies), de la détérioration de la situation économique et sociale, marquée par les manifestations contre la vie chère en 2008, et de la crise de confiance vis-à-vis des partis et plus largement du système électoral. « Le facteur générationnel n'explique pas tout, loin s'en faut, mais il s'avère central », écrivent alors les politistes Augustin Loada et Mathieu Hilgers à propos du succès du Balai citoyen. Cette jeune génération devient adulte dans un système politique verrouillé et, pour la majorité qui n'appartient pas au clan du pouvoir, avec le sentiment de ne pas être prise en considération (8).

Très vite, le discours évolue. Au milieu des années 2010, on assiste à une bascule : le rejet du néocolonialisme prend le dessus. Un exemple : au Burkina Faso, le Collectif antiréférendum (CAR) (9), un mouvement de la jeunesse d'opposition à M. Compaoré, garde le même acronyme après la chute de son régime mais devient le mouvement Citoyen africain pour la renaissance. Son fondateur, M. Hervé Ouattara, inscrit en 2017 son combat dans la mouvance panafricaniste et fait de la lutte contre le franc CFA sa nouvelle priorité.

Au Sénégal, alors que YAM s'essouffle, un collectif d'organisations lance le Front pour une révolution anti-impérialiste, populaire et panafricain (Frapp) en 2017, avec un slogan qui se répand comme une traînée de poudre : « France, dégage ! » Certes, le Frapp lutte contre la vie chère, réclame des moyens pour l'éducation et exige la renégociation des accords de partenariat économiques (APE) qui lient les pays africains à l'Union européenne. Il a en outre entrepris de s'allier à d'autres organisations de la sous-région, au sein de la West Africa Peoples Organisation (WAPO), créée en 2022. Mais sa priorité porte surtout sur la « souveraineté économique et populaire » du Sénégal : il exige la fin du franc CFA et le départ de l'armée française, qui dispose d'une base à Dakar depuis l'indépendance. Son leader, M. Guy Marius Sagna, se fait remarquer par ses diatribes violentes contre l'ancienne puissance

## Un réenchantement de la politique

SA première vie – ce que le sociologue Saïd Bouamama appelle le « premier âge (4) » – se déroule essentiellement sur le continent américain durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle : il s'agit pour les descendants d'esclaves de se réapproprier leur histoire et leur identité afin de s'émanciper de la domination blanche. S'apparentant alors au pan-négrisme, il promeut la solidarité raciale et la revalorisation culturelle de l'Afrique et des Noirs. Il se structure autour de plusieurs intellectuels empruntant des voies différentes. Deux d'entre eux ont laissé une empreinte durable : l'universitaire américain William Edward Burghardt Du Bois (dit W.E.B. Du Bois) et le militant jamaïcain Marcus Garvey. Le premier revendique l'égalité des droits aux États-Unis tout en défendant l'indépendance des colonies. Il participe notamment à la première conférence panafricaine en 1900 à Londres, puis il organise cinq congrès panafricains entre 1919 et 1945. Le second promeut le retour des descendants d'esclaves sur le continent africain – ce que l'on appelle le « *siônisme noir* ». Il soutient l'idée de « *races pures* » et la nécessité de les séparer.

L'un et l'autre ont permis au panafricanisme de se distinguer du pan-négrisme en transformant la conscience raciale en un projet politique et géographique visant à libérer l'Afrique du joug colonial. Après la seconde guerre mondiale, les mouvements de libération s'en sont emparés pour en faire un outil de lutte contre les impérialismes. C'est le « deuxième âge ». De nouvelles figures émergent alors. La plus connue est Kwame Nkrumah, le dirigeant politique ghanéen qui croit possible la constitution des « États-Unis d'Afrique », une union à ses yeux indispensable pour résister à l'emprise des anciennes métropoles et des deux grandes puissances soviétique et américaine. Dans ce panthéon se trouvent également le psychiatre et militant martiniquais Frantz Fanon, l'historien sénégalais Cheikh Anta Diop ou encore le héros de l'indépendance du Congo Patrice Lumumba. Tous mettent en garde contre le risque de balkanisation et le néocolonialisme. S'ils prennent soin de ne pas s'aligner sur le bloc communiste, ils se rangent dans le camp des révolutionnaires et développent un discours antipitaliste. Nkrumah défend notamment l'idée d'un socialisme ancré dans la tradition africaine précoloniale – ce qu'il appelle le « conscientisme » – qui vise à

(1) Lire Francis Laloupe, « Résilience du modèle sénégalais », *Le Monde diplomatique*, avril 2024.  
 (2) Amzat Boukari-Yabara, *Africa Unite! Une histoire du panafricanisme*, La Découverte, Paris, 2014.  
 (3) Georges Padmore, *Panafricanisme ou communisme ?*, Présence africaine, Paris, 1960.  
 (4) Saïd Bouamama, *Pour un panafricanisme révolutionnaire. Pistes pour une expérience politique continentale*, Syllepse, Paris, 2023.  
 (5) Kwame Nkrumah, *Le Conscientisme*, Présence africaine, 2009 (1<sup>re</sup> éd. : Payot, Paris, 1964).  
 (6) Lire Jacques Denis, « Taper sur un monde creux pour le faire résonner », *Le Monde diplomatique*, avril 2015.  
 (7) Lire David Commaillès, « Coup de Balai citoyen au Burkina Faso », *Le Monde diplomatique*, avril 2015.  
 (8) Mathieu Hilgers et Augustin Loada, « Tensions et protestations dans un régime semi-autitaire : croissance des émeutes populaires et maintien du pouvoir au Burkina Faso », *Politique africaine*, vol. 3, n° 131, Paris, 2013.  
 (9) Lire « Au Burkina Faso, deux conceptions de la révolution », *Le Monde diplomatique*, janvier 2018.

\* Journaliste.

ET SURTOUT ILS NE VEULENT PLUS DE LA FRANÇAIFRIQUE »

# rime désormais avec « dédagisme »

coloniale et la « bourgeoisie bureaucratique parasitaire sénégalaise, soumise à l'impérialisme en général(10) ». « C'est ce que la jeunesse veut entendre, elle veut reprendre son destin en main », explique M. Souleymane Gueye, l'un des membres fondateurs du Frapp. Selon lui, la lutte contre l'impérialisme s'inscrit pleinement dans l'idéal panafricain.

L'un des principaux arguments des nouveaux panafricanistes porte d'ailleurs sur la nécessité d'acquiescer une « seconde indépendance », ou une « vraie indépendance ». « Les jeunes ont le sentiment que le travail n'a pas été fini en 1960, que le colonialisme n'a jamais cessé, et qu'il est même de plus en plus prégnant », indique Ly. Or il est, au Sénégal comme dans toutes les anciennes colonies françaises, avant tout perçu comme venant de Paris. Pour l'économiste Samba Sylla, ce panafricanisme « 2.0 » se démarque des précédents dans le sens où « il est moins question de fédéralisme que de dédagisme. Les jeunes ne veulent plus des dirigeants corrompus, et surtout ils ne veulent plus de la Françafrique ».

Ces dernières années, de nombreuses organisations se sont ainsi fait un nom sur ce que l'on appelle abusivement dans l'Hexagone le « sentiment antifrancçais », qui s'apparente en réalité à un rejet de la politique menée par Paris en Afrique. D'autres ont fini par intégrer ce combat, et par en faire une priorité, alors que ce n'était pas leur objectif initial. Des figures, parfois qualifiées de « néo-panafricanistes », se sont également imposées sur les réseaux sociaux, mais aussi dans le champ politique. La plus célèbre dans la sphère francophone, la plus clivante également, est probablement M. Kemi Seba.

Fils de Béninois installés en France, M. Stello Capo Chichi (son vrai nom) s'est fait connaître au milieu des années 2000 en fondant diverses organisations défendant des thèses supracolonialistes noires ou séparatistes, dont Tribu Ka (dissoute en 2006 par le gouvernement de Jacques Chirac pour incitation à la haine raciale). Condamné à plusieurs reprises en France, il a fait quelques séjours en prison. « Nous étions dans l'excès », reconnaît-il tout en ajoutant : « Nous étions la sanction de nos ancêtres »(11). En 2011, il quitte la France et s'installe au Sénégal. C'est là qu'il change de posture en se lançant corps et âme dans le combat contre le néocolonialisme et pour un « panafricanisme révolutionnaire ». En 2017, il se



JESS ATIENO. – « My Lady Madonna, I Present to You Three Acts of Lamentation » (Ma Madone, je vous présente trois actes de lamentation), 2023

fait un nom au-delà du Sénégal en brûlant un billet de 5000 francs CFA (7,60 euros) lors d'un rassemblement public. Dans la foulée, il est arrêté, expulsé vers la France, puis il s'installe au Bénin où il crée Urgences panafricanistes, une organisation non gouvernementale (ONG) qu'il présente comme « citoyenne, géopolitique, traditionaliste et souverainiste ».

influent sur le continent mais aussi dans l'Hexagone et les territoires ultramarins français, il compte 1,3 million d'abonnés sur Facebook, 306 000 sur Instagram et 268 000 sur X.

M. Seba symbolise les tensions et les contradictions qui traversent les milieux panafricanistes. Nombre de militants dénoncent son orientation prorusse ou encore son discours supracolonialiste et viriliste. Mais pour la plupart, il appartient malgré tout à la « famille » panafricaine – tendance Garvey : conservatrice, raciale et même fasciste, un terme dont le

Jamaïcain se revendiquait. Pour le journaliste et écrivain sénégalais El Hadj Souleymane Gassama (dit Elgas), M. Seba n'est qu'un « fossyeur ». Il dénonce l'« enfermement sectaire » dont seraient prisonniers les nouveaux panafricanistes, leur « confusionnisme », et parle d'un « héritage travesti »(12). Sans citer de noms, le politiste Fall ne cache pas, pour sa part, sa crainte de voir le panafricanisme historique dévoyé. « Beaucoup font du sankarisme sans connaître Sankara », estime-t-il. Il déplore une instrumentalisation par des mouvements « néosouverainistes », réactionnaires et nationalistes, qui jouent sur les peurs et l'ignorance pour imposer leurs idées.

Au Mali, au Niger, en Guinée et au Burkina Faso, les dirigeants putschistes ont très vite compris l'intérêt de récupérer ce discours. Dénoncer l'impérialisme français, mettre l'accent sur le souverainisme, et donc s'inscrire dans l'idéal panafricain sont les recettes les plus sûres pour eux de gagner en popularité. Et de fait, c'est la mobilisation populaire qui leur a permis, entre autres, de s'éterniser au pouvoir et de résister aux pressions internationales.

Au début, aucun d'eux n'était connu pour ses idées révolutionnaires. Mais tous ont fini par se réclamer opportunément de cette mouvance, souvent abusivement.

Le colonel Assimi Goïta, au Mali, accueille régulièrement des délégations dites « panafricanistes » (il a reçu MM. Sagna et Seba notamment), et évoque la « vocation panafricaniste du Mali » dans ses discours. Dans le même temps, il fait arrêter toutes les voix critiques, verrouille le débat public et loue les services de la milice russe Wagner pour mener la guerre contre les groupes djihadistes. Au Burkina Faso, c'est le filon Sankara que le capitaine Ibrahim Traoré exploite. Toutes les occasions sont bonnes : un jour, il fait rebaptiser le boulevard Charles-de-Gaulle en boulevard Thomas-Sankara ; un autre, il élève le révolutionnaire au rang de « héros national ». Il prétend vouloir poursuivre « le même combat » que le dirigeant assassiné en 1987 et il n'est pas rare qu'il conclue ses discours comme lui d'un : « La patrie ou la mort, nous vaincrons ! » Mais lui non plus ne laisse aucune place à la critique, et enferme ou étouffe toutes les voix discordantes. Quant au maître du Niger, le général Abdourahmane Tiani, il a entonné le refrain de l'anti-impérialisme dès sa prise du pouvoir en juillet 2023, en exigeant le départ des troupes françaises, puis des troupes américaines. Pourtant, avant cela, il n'éprouvait aucune difficulté, en tant que commandant de la garde présidentielle, à travailler avec les militaires occidentaux. Début août 2024, la nomination de

M. Seba à un poste de conseiller spécial à Niamey a été perçue par la France comme une nouvelle provocation.

Ces dirigeants ont entrepris quelques réformes économiques, visant à répondre aux attentes des populations. Ils ont notamment révisé les codes miniers et renégocié certains des contrats signés avec des multinationales occidentales. Le Niger a ainsi décidé de retirer au groupe français Orano (ex-Areva) le permis d'exploitation du gisement d'uranium d'Imouraren en juin 2024. Au Burkina Faso, le capitaine Traoré a également mis l'accent sur la souveraineté alimentaire : il a lancé une « offensive agropastorale » qui a permis de faire pousser du blé pour la première fois depuis longtemps dans le pays. Mais on est loin du « grand soir » promu par les panafricanistes post indépendance : aucun n'a remis en cause les intérêts de la grande bourgeoisie ; ni n'a rompu avec le FMI ou la Banque mondiale. Rares ont été les initiatives visant à augmenter les salaires des plus pauvres ou à lutter contre la corruption. Et tous s'inscrivent dans une forme de conservatisme social : contrairement

à Sankara, les droits des femmes et les questions environnementales sont loin d'être une préoccupation pour eux.

En d'autres circonstances, ces régimes autoritaires ne seraient pas forcément bien vus par la gauche panafricaniste – elle pourrait même les combattre. Pourtant, après avoir tour à tour exigé de l'armée française qu'elle retire ses troupes, rompu leurs relations diplomatiques avec Paris, quitté la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) – perçue par beaucoup comme un instrument au service de l'impérialisme –, fondé leur propre « confédération », l'Alliance des États du Sahel (AES), affiché leur volonté de « mutualiser » leurs moyens dans les domaines sécuritaire, agricole ou énergétique et enfin fait part de leur volonté de sortir du franc CFA et de battre une nouvelle monnaie commune, ils bénéficient d'une cote au plus haut dans la galaxie panafricaniste. Alors que certains de leurs camarades sont emprisonnés dans des camps, de nombreux militants louent le courage des militaires et les présentent comme des exemples à suivre. Pour Pierre Sané, l'ancien secrétaire général d'Amnesty International (1992-2001), « ce n'est pas parce qu'ils portent l'uniforme qu'ils ne sont pas panafricanistes ».

Dans ce que l'historien Boukari-Yabara appelle une « bouillabaisse » idéologique, il n'est pas simple de s'y retrouver. Les questions sont nombreuses : qui est panafricain, qui ne l'est pas ? Quelles sont les limites de cette « lame de fond » (terme employé par beaucoup d'interlocuteurs) ? Mettra-t-elle un terme définitif à l'influence française ? ... Nombreux sont ceux qui se demandent si le Pastef du nouveau président sénégalais suscitera des vocations, ou si les pays de l'AES arriveront à modifier l'équilibre des forces dans la sous-région. Mais une autre question se pose : le panafricanisme « 2.0 », qui s'apparente parfois à un messianisme politique mystificateur, pourrait-il aboutir à une forme de fascisme, ou à une dérive identitaire alimentée par ce que le sociologue Bouamama appelle la « fétichisation de l'Afrique anticoloniale », une sorte de maladie infantile du panafricanisme qui consiste à présenter l'Afrique ancestrale comme un paradis égalitaire ? Voilà qui inquiète les gardiens du temple. « L'Afrique n'échappe pas aux phénomènes que l'on retrouve ailleurs dans le monde, souligne l'un d'eux, qui a souhaité rester anonyme. Partout, la question identitaire s'impose, et partout, la place des anciennes puissances coloniales et de ce que l'on appelle l'« Occident » est remise en cause. Le rejet des formes modernes de l'impérialisme est une étape inévitable, indispensable. Elle ne peut être que radicale, voire violente, puisque les puissances impériales comme la France n'entendent pas partir d'elles-mêmes. Mais si l'on perd de vue que le panafricanisme est avant tout un internationalisme qui promeut la solidarité des peuples par-delà les frontières et les origines, on va droit dans le mur ».

(10) Lire Florian Bobin, « Au Sénégal, sortit du boublier néocolonial », Mots d'Afrique, Les blogs du « Diplo », 7 mai 2021.

(11) Kemi Seba, *Supra-négritude*, tome 1, Fiat Lux, Marseille, 2018 (1<sup>er</sup> éd. : 2013).

(12) Elgas, *Les Bons Ressentiments. Essai sur le malaise post-colonial*, Riveneuve, Paris, 2023.

## TOUT LE « DIPLO » POUR 5 EUROS

Abonnement mensuel et sans engagement  
Offre valable jusqu'au 30 septembre

- Édition imprimée
- Nouvelle application
- Intégralité des archives sur le site
- Journal audio
- Hors-séries numériques

www.monde-diplomatique.fr/rentree